

Son Excellence Dennis Francis, Président de l'Assemblée générale,
Son Excellence António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation,
Chefs de délégation, ministres, ambassadeurs,

1. Depuis la patrie du libérateur Simón Bolívar et du commandant Hugo Chávez, nous vous adressons nos chaleureuses salutations au nom du président constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro Moros, et de tout le peuple vénézuélien.
2. Permettez-nous de vous **féliciter**, Monsieur le Président, pour **votre élection**. Nous souhaitons exprimer notre solidarité avec les peuples frères de Libye et du Maroc pour les récentes et douloureuses pertes de vies humaines causées par des catastrophes naturelles.

Monsieur le Président,

3. 78 ans après ce moment historique où l'humanité, après avoir vaincu le fascisme et le nazisme, a envisagé la création d'un espace où le dialogue prévaudrait entre tous les États, à partir duquel nous pourrions construire la stabilité et la coopération mondiale sur les piliers de la paix et de la sécurité, des droits humains et du développement durable.
4. Il y a dix-huit ans, notre commandant Hugo Chávez déclarait à cette tribune : "Les Nations unies ont épuisé leur modèle, et il ne s'agit pas seulement d'une question de réforme. Le XXI^e siècle exige des changements profonds qui ne sont possibles qu'avec une refondation de cette organisation". Il est douloureux de l'admettre, mais cette phrase est toujours d'actualité. Les Nations unies n'ont pas rempli leur mission fondatrice et nous sommes aujourd'hui confrontés à des défis bien plus graves.

5. L'ONU n'a pas réussi à vaincre l'unilatéralisme de pays qui, reproduisant des logiques coloniales et impériales, cherchent à s'imposer par rapport aux principes inscrits dans la **Charte** fondatrice de cette Organisation. La solution aux défis nouveaux et complexes auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui ne pourra pas être trouvée tant que le **multilatéralisme inclusif, la démocratisation des relations internationales et un système pluripolaire** ne seront pas consolidés.
6. Nous constatons aujourd'hui que de nombreuses agences, programmes et fonds du système des Nations unies ne remplissent pas leur mandat et finissent par être instrumentalisés par les intérêts des États-Unis d'Amérique et de leurs complices. Nous devons **refonder l'Organisation pour qu'elle devienne une institution démocratique, où tous ses membres ont voix au chapitre et participent à la prise de décision sur un pied d'égalité.**
7. Il est essentiel de revenir à **la pratique du consensus, y compris au sein de cette Assemblée générale, ce qui suppose de mettre fin à la mentalité du jeu à somme nulle et de promouvoir plutôt une vision gagnant-gagnant** qui nous permettra de répondre efficacement aux intérêts collectifs, sur la base de la **coopération, de la tolérance et de l'entente.** Il est également nécessaire de progresser dans la **réforme du Conseil de sécurité** afin de corriger les déséquilibres historiques et de permettre **une plus grande représentation de notre Mère Afrique au sein de cet important organe.**
8. **Les Nations unies ne peuvent pas continuer à fonctionner comme elles le font actuellement.** Combien de résolutions cette Assemblée générale doit-elle encore adopter pour mettre fin une fois pour toutes au blocus criminel contre notre sœur Cuba ? Combien de résolutions cette Assemblée générale ou le Conseil de sécurité lui-

même, dont les décisions sont juridiquement contraignantes, doivent-ils encore adopter pour garantir que les droits de la **Palestine** sont réellement respectés en tant qu'État libre et indépendant ?

9. Nous nous demandons : **combien de sommets faudra-t-il encore pour constater que les engagements pris, notamment en matière de développement, ne sont pas respectés ? Combien de temps faudra-t-il encore pour se rendre compte que, dans le système actuel, il est impossible d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés ?** Depuis 2000, date à laquelle nous nous sommes mis d'accord sur les défunts objectifs du Millénaire pour le développement, pas moins de trente sommets ont été convoqués par l'ONU.
10. Il est essentiel **d'avancer sans plus tarder dans la réforme de l'architecture financière internationale**, y compris la gouvernance et les méthodes de prise de décision des institutions de Bretton Woods, qui servent les intérêts d'une minorité de pays riches, qui les politisent également afin d'exercer une pression et une domination sur les nations souveraines.
11. La refondation des Nations Unies implique le règlement de la dette historique de la **décolonisation**. Nos peuples ont été victimes des crimes de la colonisation et de l'esclavage. Un avenir juste n'est possible que si des **réparations pour la reconnaissance, la justice et le développement sont obtenues pour les populations historiquement affectées**.
12. Nous réitérons également notre ferme soutien à l'Argentine, à Maurice et aux Comores dans leurs **différends de souveraineté** sur les îles **Malouines**, l'**archipel des Chagos** et l'**île de Mayotte**, respectivement, ainsi qu'aux héroïques peuples frères de **Palestine, de Porto Rico et du Sahara occidental**, que nous soutenons fermement

dans leur juste revendication de leur droit inaliénable à l'autodétermination et à la réalisation de leurs aspirations nationales légitimes.

Monsieur le Président,

13. Au cours des dernières heures, des événements très inquiétants se sont produits. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique, se croyant souverain de notre continent au nom de la doctrine illégale de Monroe, est intervenu une fois de plus dans un conflit territorial vieux de plus de 200 ans sur notre territoire de Guayana Esequiba. Ce litige trouve son origine dans la dépossession de notre territoire par l'Empire britannique à l'apogée de sa violence au cours du 19^e siècle. L'agression impérialiste a été imposée frauduleusement par les puissances de l'époque en 1899.
14. Aujourd'hui, le gouvernement des États-Unis d'Amérique veut s'approprier nos ressources pétrolières, en utilisant la société Exxon Mobil, qui a incorporé dans son personnel le gouvernement de la Guyane, qui accorde des concessions pétrolières dans une mer territoriale non délimitée, en violation totale du droit international. Il n'est pas possible de disposer unilatéralement d'un territoire contesté, mais le gouvernement de la République coopérative de Guyane persiste dans son comportement illégal.
15. Nous dénonçons l'intention du gouvernement des États-Unis d'Amérique de militariser la situation. Le Command du Sud a l'intention de créer une base militaire dans le territoire revendiqué, dans le but de créer un fer de lance dans son agression contre le Venezuela et de consolider le pillage de nos ressources énergétiques.
16. Il y a deux jours, l'Assemblée nationale du Venezuela a décidé à l'unanimité d'appeler notre peuple à un référendum consultatif pour ratifier la défense de notre territoire souverain contre les agressions de l'empire

américain, qui veut nous amener à une guerre pour des ressources naturelles. La République bolivarienne du Venezuela ratifie son engagement en faveur de la paix, mais aussi sa ferme décision de sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Monsieur le Président,

17. **La protection du cyberspace, la lutte contre la cybercriminalité, la régulation des nouvelles technologies de l'information, des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle doivent devenir une priorité stratégique des Nations Unies.** Si nous sommes réellement engagés dans la défense des droits humains et des principes démocratiques, nous devons promouvoir une régulation juste et équitable qui ne permette pas la concentration de ces nouveaux outils en fonction des intérêts et du contrôle de quelques-uns. Nous ne pouvons pas non plus accepter que ces nouvelles technologies soient utilisées pour déstabiliser des gouvernements légitimes et pour détruire l'harmonie et la paix sociale.
18. **Notre pays a des préoccupations sérieuses et légitimes à cet égard, compte tenu de la déstabilisation, de l'espionnage, du sabotage et des cyber-attaques qui ont été perpétrés ces dernières années contre le secteur bancaire, le système électrique, l'industrie pétrolière et les systèmes de santé nationaux.**
19. Pour retrouver l'esprit fondateur des Nations Unies, il faut atténuer les discours et les pratiques de haine et rejeter sans équivoque les tentatives de certains secteurs de promouvoir des tendances racistes, discriminatoires et xénophobes, qui **cherchent à raviver et même à glorifier des idéologies que nous pensions avoir déjà surmontées, comme le fascisme, le nazisme, le néonazisme, le suprématisme blanc et le radicalisme nationaliste.**

20. Si ces phénomènes se manifestent principalement en Europe et aux États-Unis d'Amérique, notre propre région, l'Amérique latine et les Caraïbes, n'a pas été épargnée par ces épisodes. Il y a cinquante ans, un homme juste qui a osé dire de grandes vérités depuis cette même tribune et nous appeler à travailler pour un ordre économique international plus juste, comme le président martyr **Salvador Allende**, a été assassiné par des fascistes qui exécutaient les ordres des intérêts du capital transnational.
21. Plus récemment, l'extrémisme politique et la culture de la haine animés par des intérêts similaires ont favorisé **l'attentat contre notre chef d'État et de gouvernement, en 2018**, ainsi que **la tentative d'assassinat contre la camarade Cristina Fernández de Kirchner**, vice-présidente de la République d'Argentine, auxquels s'ajoutent la tentative d'ignorer la volonté démocratique du **peuple brésilien au début de cette même année** ou ce qui se passe aujourd'hui dans la **République sœur de l'Équateur**.
22. Avec la politique des deux poids, deux mesures, ceux qui prétendent défendre les libertés deviennent des persécuteurs. Ceux qui prétendent défendre la démocratie activent des mécanismes de poursuites politiques pour inverser les processus démocratiques ou pour restreindre la liberté d'expression, comme dans le cas de Julian Assange, qui continue d'être persécuté politiquement par ceux qui ne lui pardonnent pas d'avoir révélé la véritable nature de l'interventionnisme impérialiste.
23. Nous rejetons également la persécution des diplomates, en violation flagrante de la Convention de Vienne, comme dans le cas de notre diplomate Alex Saab, illégalement kidnappé par le gouvernement des États-Unis d'Amérique. Nous exigeons sa libération immédiate. Ce type de persécution met en péril la sécurité et l'intégrité de tous les

envoyés diplomatiques dans le monde, quelle que soit leur nationalité. Depuis les Nations unies, nous appelons tous les pays à rejeter cette pratique néfaste.

Monsieur le Président,

24. La crise actuelle du leadership mondial, y compris au sein de cette même Organisation, associée à la **polarisation qui prévaut dans notre monde, exacerbe la crise mondiale** actuelle et menace d'enraciner une **mentalité de guerre froide dans les relations internationales, basée sur la confrontation, approfondissant les divisions et imposant des visions et des agendas divergents.**
25. Les **provocations irresponsables** de la plus grande puissance militaire du monde, qui, en divisant le monde en blocs de pouvoir, exacerbe les conflits et entraîne l'humanité dans une course aux armements qui ne peut conduire qu'à la destruction de la vie sur la planète, en sont un exemple. Mesurons ce qui a été investi dans l'armement et ce qui a été investi dans la promotion d'espaces de diplomatie et de dialogue et nous nous rendrons compte, avec douleur, du nombre d'occasions de sauver des vies qui ont été perdues.
26. Nous exprimons notre **inquiétude face à l'augmentation accélérée des dépenses militaires** au cours des derniers mois, qui atteignent des niveaux inégalés au cours des dernières générations. Il s'agit d'une nouvelle course aux armements alarmante qui détourne des ressources qui seraient **plus bénéfiques pour l'humanité si elles étaient utilisées** non seulement dans le cadre du financement du développement ou de la lutte contre la pauvreté, mais aussi **pour faire face aux crises alimentaire et climatique qui assaillent aujourd'hui le monde.**

27. Nous soutenons la proposition du président colombien Gustavo Petro de convoquer une conférence mondiale pour la paix en Ukraine et en Palestine.
28. Nous appelons à une approche équilibrée et prudente de ces questions, **afin de réduire les tensions et de promouvoir des mesures de confiance - non seulement dans la région de l'Europe de l'Est, mais aussi dans la péninsule coréenne et en Asie de l'Ouest - convaincus que cela créera un environnement propice au succès des efforts diplomatiques en faveur de la paix.**
29. **Le Venezuela est engagé à respecter la déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que zone de paix. Nous participons activement au processus de réconciliation en République de Colombie, convaincus que la réalisation de la "paix totale" de nos sœurs et frères aboutira à la consolidation de la paix régionale.**

Monsieur le Président

30. Le monde est toujours confronté à une grande pandémie : les effets perniciose **d'une politique d'agression, qui se manifeste par l'application illégale de mesures coercitives unilatérales à l'encontre d'un tiers de l'humanité.**
31. **Les (mal nommées) sanctions**, qui violent toutes les règles du droit international ainsi que les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations unies, **constituent des violations massives des droits humains** de millions de personnes et sont appliquées précisément par ceux qui prétendent ensuite se présenter comme les champions de la défense des droits humains.
32. Elles constituent également une **attaque délibérée contre le droit au développement** de peuples entiers et un **obstacle à la réalisation de l'Agenda 2030**, dont on a tant

parlé cette semaine. Ces mesures illégales ont créé une crise dans le système des relations internationales et nous exigeons leur levée totale, immédiate et inconditionnelle.

33. Il est inacceptable pour nos peuples, qui résistent jour après jour aux effets d'une politique criminelle de blocus, que cette Assemblée générale feigne d'ignorer dans ses documents politiques un tel outrage, raison **pour laquelle nous ne pouvons approuver aucune déclaration qui ignore ou omet cette question transcendante pour la vie et l'existence de centaines de millions d'êtres humains.**
34. Combien nos pays pourraient-ils élever le niveau de vie de leurs populations, vaincre la faim ou guérir les maladies s'il leur était permis de **développer pleinement leurs capacités, sur la base de leurs immenses potentialités !**
35. La République bolivarienne du **Venezuela a été victime d'une cruelle politique d'agression et de siège. Plus de neuf cent trente mesures coercitives unilatérales** ont été appliquées contre notre pays par le gouvernement des États-Unis d'Amérique et ses complices.
36. Ces mesures illégales ont généré de grandes souffrances pour notre peuple, avec **des pertes économiques s'élevant à plus de 232 milliards de dollars**, la chute brutale de notre produit intérieur brut et **la confiscation de milliards de dollars de ressources souveraines séquestrées dans le système financier international, dont trente et une tonnes d'or séquestrées** par le gouvernement britannique à la Banque d'Angleterre.
37. Même la pandémie de COVID-19 n'a pas été une raison suffisante pour lever ces mesures illégales. **Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une nouvelle génération de mesures coercitives unilatérales plus cruelles et plus destructrices, qui affectent l'accès aux vaccins, à la**

nourriture et à d'autres biens et services essentiels, faisant de ces atrocités des crimes contre l'humanité.

38. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits humains a recommandé la suspension et la levée de toutes les mesures coercitives unilatérales préjudiciables aux droits de humains. **Le Venezuela exige la fin complète, immédiate et inconditionnelle de toutes les politiques illégales de sanctions économiques, commerciales et financières et de blocus auxquelles sont soumis le Venezuela, Cuba, l'Érythrée, l'Iran, le Nicaragua, la Syrie, le Zimbabwe et d'autres nations sœurs** qui ont réussi à surmonter ces politiques impériales avec détermination et engagement.
39. Nous remercions tous les peuples du monde et tant de nations sœurs qui ont appelé depuis des espaces tels que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des peuples, la Communauté des Caraïbes, la Communauté de développement de l'Afrique australe, et chacun des pays qui, dans cette même enceinte, ont demandé la levée des sanctions, ce qui montre que le Venezuela n'a jamais été seul.
40. sans l'obstacle des mesures coercitives unilatérales, le Venezuela est prêt à faire partie de la solution à la crise, en particulier dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'énergie.

Monsieur le Président,

41. Nous proposons **la création d'une "zone libre des Mesures Coercitives Unilatérales"** dans laquelle nous **pourrons** effectuer nos transactions financières et nos paiements interbancaires, et qui nous permettra d'assurer des investissements directs et un commerce légal entre nos

nations, sans risques et obstacles arbitraires ou punitifs de la part des puissances occidentales.

42. Malgré les difficultés et les agressions, **l'engagement de notre gouvernement en faveur de l'éradication de la pauvreté, de la justice sociale et de la pleine jouissance de tous les droits humains, ainsi qu'en faveur des peuples frères d'Amérique latine et du monde entier, est sans limite.**

43. Malgré les attaques, les agressions, le siège et le pillage des mesures coercitives unilatérales, **l'économie vénézuélienne a entamé un processus de redressement**, avec des prévisions de croissance bien supérieures à celles d'autres pays de notre région, comme l'indiquent la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et d'autres organisations spécialisées. **Ces résultats, obtenus grâce à nos propres efforts, ont fait de nous une référence régionale en matière de croissance économique, sans jamais négliger l'essentiel : la protection de notre peuple par le biais d'investissements sociaux.**

Monsieur le Président,

44. Nous sommes confrontés à une **catastrophe climatique** existentielle pour des millions de personnes, en particulier nos sœurs et nos frères des petits États insulaires en développement, tant dans les Caraïbes que dans le Pacifique. Les effets d'années **d'injustice climatique**, marquées par des **modes de consommation et de production non durables**, se sont accélérés ces dernières années. La Libye a été l'une des victimes les plus récentes du changement climatique, qui a également affecté notre pays, **qui a souffert d'inondations et de températures record au cours des derniers mois.**

45. Alors que nous renouvelons notre ferme engagement en faveur de la **Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris**, nous insistons sur la nécessité d'assurer un **financement adéquat** du fonds des pertes et dommages, en gardant toujours à l'esprit les principes des **responsabilités communes mais différenciées et de l'équité**. Nous savons que les ressources existent, où elles se trouvent et qui les possède. Comme l'a dit le commandant Chavez il y a 14 ans, **ne changeons pas le climat, changeons le système**.

Monsieur le Président,

46. Face à la crise économique et financière qui frappe en particulier les pays en développement, nous avons besoin d'un nouveau modèle de mécanismes de gouvernance mondiale, où le Sud a un accès équitable à la finance internationale. Tant qu'il n'y aura pas de réforme réelle et efficace du système multilatéral dans le domaine financier, les objectifs de développement durable, qui font l'objet de cette réunion, sont voués à ne pas être atteints.

47. La dette est un problème majeur pour les pays en développement et il y a peu d'espoir que les choses s'améliorent rapidement si le système actuel n'est pas radicalement modifié. La Banque mondiale, le FMI et les institutions de crédit occidentales en général, tout en appliquant de faibles taux d'intérêt à leurs amis, piègent les pays en développement avec des intérêts impayables, ce que certains spécialistes ont qualifié d'apartheid financier criminel. Ce système néocolonialiste de pillage et de dépendance doit être tué dans l'œuf.

Monsieur le Président,

48. Parmi les grands défis auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui, dans le cadre de cette crise systémique

mondiale, et pour lesquels notre Organisation a un rôle fondamental à jouer, figure le phénomène des **migrations internationales**. Nous ne pouvons pas permettre que les migrants soient stigmatisés et criminalisés.

49. Le président Nicolás Maduro demande le soutien des Nations unies pour organiser une conférence internationale au Venezuela, sans exclusions, afin de parvenir à des accords et à des engagements conjoints pour aborder le phénomène des flux migratoires dans une perspective globale et humaniste. Un véritable engagement international pour garantir les droits des migrants à la citoyenneté, à l'identification, au travail décent, à la sécurité sociale et au respect de leur dignité.

Monsieur le Président,

50. Nous, peuples libres, construisons un nouvel ordre mondial. Ce **nouveau monde pluripolaire et multicentrique** de paix et de prospérité économique, **libre de toute hégémonie, ancré dans la Charte des Nations Unies**, doit être fondé sur les valeurs d'un véritable multilatéralisme, de la coopération internationale et de la solidarité. **À cet égard, nous reconnaissons la contribution du bloc des BRICS, auquel le Venezuela aspire à adhérer, dans la géopolitique mondiale actuelle** et à la démocratisation des relations internationales.

51. Nous saluons également les efforts des pays qui contribuent au dialogue, à la compréhension, à la paix mondiale et au progrès commun, comme la République populaire de Chine. Le Venezuela accompagne son Initiative pour le Développement Global, son Initiative pour la Sécurité Global et son Initiative pour la Civilisation Global. C'est par des efforts communs, dans un esprit de complémentarité, de solidarité et de coopération, que nous

pourrons changer de cap vers un destin commun de prospérité et de stabilité pour l'ensemble de l'humanité.

52. Il nous appartient de **sauver le système des relations internationales des menaces qui pèsent sur lui aujourd'hui; il nous appartient de préserver les principes de la Charte des Nations unies**, sur lesquels repose le droit international ; il nous appartient de réaliser les aspirations de nos peuples à la paix et à la sécurité, au développement durable et aux droits humains.
53. Conscient de cette tâche historique, le Venezuela, avec un groupe de pays de diverses régions du monde, a entrepris de construire une plateforme à partir de laquelle mobiliser tous les membres responsables de la communauté internationale pour préserver, promouvoir et renforcer le traité fondateur de notre Organisation. C'est ainsi qu'a été créé, il y a deux ans, le "**Groupe d'amis pour la défense de la Charte des Nations unies**", qui se positionne aujourd'hui comme un acteur clé dans les différents processus intergouvernementaux qui se déroulent au sein de ce forum multilatéral.
54. Comme l'a déclaré notre président Nicolás Maduro il y a quelques semaines lors du sommet BRICS plus : « **L'unité fait assurément la force, et cette force unie est le moteur d'un nouveau paradigme de relations mondiales et d'une nouvelle géopolitique mondiale au XXIe siècle** ». Travaillons ensemble pour que les Nations unies soient aussi une organisation qui réponde aux besoins des peuples pour ce siècle.
55. Beaucoup de choses ont été dites ces dernières années sur le Venezuela ; beaucoup de **désinformation** a été diffusée par les grands médias et les réseaux sociaux **sur la réalité de ce qui se passe dans notre pays**. Il y a eu de nombreuses tentatives de semer une matrice médiatique, par le biais de ce que l'on appelle les "fake news", avec

laquelle **on voulait déployer une intervention humanitaire dans notre pays et en violation flagrante de notre souveraineté.** Cependant, grâce à notre diplomatie bolivarienne de paix, sous la direction du président Nicolás Maduro, la vérité sur le Venezuela a toujours prévalu et a toujours résonné avec force au sein des Nations unies.

56. Aujourd'hui, la République bolivarienne du **Venezuela connaît une paix et une tranquillité totales.** Le dialogue a été une politique permanente de la révolution bolivarienne et a prévalu comme **la seule option sur la table**, sans ingérence ni tutelle d'aucune sorte, pour régler, dans le cadre de notre Constitution nationale, les différences qui existent dans notre nation et qui sont inhérentes au solide système démocratique vénézuélien. Nous avons été, nous sommes et nous serons toujours un **pays ouvert et disposé à un débat respectueux entre égaux.**

Monsieur le Président,

57. **Ceux qui ont essayé de soumettre notre peuple par le terrorisme économique, la faim et la maladie, l'invasion étrangère, l'assassinat frustré de notre chef d'État et de notre gouvernement, et l'imposition d'entités fictives pour promouvoir un programme de changement de régime et faciliter le vol des actifs et des biens nationaux, ont fortement échoué.** Des dizaines de pays ont adopté une position stupide et maladroite, qui les a malheureusement ridiculisés aux yeux de l'histoire. Aujourd'hui, la grande majorité de ces pays, à quelques exceptions près, ont dépassé cet épisode gênant et sont revenus sur la voie de la diplomatie et de la compréhension entre égaux.
58. Au Venezuela, **nous sommes toujours debout,** nous menons la bataille, main dans la main avec notre peuple, en parfaite union avec tous les secteurs du pays, et **nous nous dirigeons vers un nouveau processus électoral**

qui, malgré les campagnes qui ont déjà été lancées pour le discréditer ou le remettre en question, nous sommes sûrs qu'il débouchera sur de nouvelles victoires populaires, basées sur la volonté souveraine du peuple vénézuélien. Une fois de plus, en 2024, nous nous rendrons de manière civique et massive dans les bureaux de vote, pour réitérer notre soutien au projet bolivarien, révolutionnaire et socialiste initié par le Commandant éternel Hugo Chávez Frías.

59. Permettez-moi de conclure en réitérant que le **Venezuela reste déterminé à être maître de son destin et à exercer sa souveraineté ; déterminé à continuer à consolider son indépendance et son droit à vivre en paix.** Notre nation et notre peuple ne céderont pas et ne céderont jamais aux pressions, au chantage ou aux menaces, et resteront libres.
60. **Aujourd'hui, nous nous retrouvons avec un moral élevé et un haut niveau de conscience et d'unité pour continuer à avancer dans la construction d'une patrie de justice sociale, de solidarité et d'inclusion, avec l'inspiration de nos libérateurs et la volonté permanente d'un peuple qui ne se rend pas et ne se rendra jamais, et qui est déterminé à continuer à gagner dans la révolution.**